



LE MAGHREB ET L'ISLAMISME

MEMOIRE DE GEOPOLITIQUE

du C.E. de LORGERIL

dans le cadre de l'étude dirigée "Géopolitique du Maghreb"

Directeur : Mme Nicole GRIMAUD

mars 2003

LE MAGHREB ET L'ISLAMISME

SOMMAIRE

INTRODUCTION

I. Comportement des trois pays du Maghreb face à l'islamisme

11. La réponse tunisienne	6
12. La réponse marocaine	7
13. La réponse algérienne	9

II. Illustration de l'interdépendance des pays du Maghreb : le cas de la Tunisie par rapport à l'Algérie

21. Une sécurité intérieure perméable et dépendante des événements algériens	16
22. Une sécurité intérieure dont le socle est la cohésion nationale	20

III. La situation post 11 septembre

31. La situation tunisienne	24
32. La situation marocaine	26
33. La situation algérienne	29

CONCLUSION

INTRODUCTION

Les pays du Maghreb sont à la croisée des chemins et doivent relever une série de défis majeurs s'ils veulent pouvoir envisager l'avenir sereinement. Leurs populations sont en pleine transformation tant d'un point de vue social qu'économique. Leurs cultures sont tiraillées entre un Occident qui apporte le progrès et sécularise les mentalités et un Islam qui constitue la référence culturelle originelle et identitaire. Les gouvernements sont donc devant une problématique à laquelle ils doivent répondre et pour laquelle le chemin est étroit et parsemé d'embûches. La modernisation est impérative : il faut ouvrir les économies à la mondialisation, ouvrir le système politique à la démocratie, ouvrir la société au modernisme qui doit pouvoir concerner le système éducatif, judiciaire, l'appareil d'Etat, le système de justice sociale, la santé, etc... Et la population doit pouvoir se reconnaître dans ces nouveaux systèmes d'influence occidentale, sans avoir le sentiment d'être bafouée, sans y perdre son âme. Dans ce contexte, la gestion du seul véritable courant d'opposition qui a réussi à s'imposer, l'islamisme, revêt une importance capitale.

Les tentatives de maîtrise de l'islamisme ont revêtu, selon les pays et selon les moments, des formes diverses dont le bilan est variable. La plus radicale d'entre-elles est l'opposition directe, la lutte ouverte et violente contre l'islamisme. Une autre, plus nuancée, consiste en une stratégie d'opposition plus traditionnelle par le biais d'un renforcement sécuritaire sans demi-mesure. Une autre se caractérise par l'acceptation, la reconnaissance, voire la promotion politique des islamistes jugés les plus modérés afin d'ôter toute légitimité aux plus extrémistes. Ces stratégies peuvent éventuellement être accompagnées de négociations avec les différents dirigeants du mouvement islamiste, de manière plus ou moins secrètes. Mais au-delà de ces modes d'action, la question de fond est celle de la démocratie ou plutôt de celle de son application réelle. Toutes les tendances, quelles que soient leur niveau de radicalisme, ont-elles le droit à la représentation politique ? Quelle est la véritable légitimité des gouvernements en place s'ils sont incapables de répondre aux aspirations de leur population ? La réponse à ces questions n'est pas spécifique au monde maghrébin en particulier ni même au monde musulman. Elle est une des clés de la démocratie des temps modernes. Il n'en reste pas moins que les réponses choisies seront capitales pour l'avenir de ces sociétés du Maghreb. Car l'ouverture politique de ces pays est inéluctable à moyen ou long terme. Dès lors, des procédures doivent être mises en place pour que la démocratie s'exerce au quotidien. Les confrontation sociales et politiques doivent être rendues possibles afin que le politique puisse assurer à sa population les

moyens de s'exprimer, de s'affirmer, de prendre en main son avenir et, au total, de s'épanouir. La liberté, la justice, l'application du principe de subsidiarité doivent permettre aux différentes composantes de ces sociétés de cohabiter pacifiquement et de construire un avenir commun basé sur le respect et la responsabilité. L'extinction des extrémismes sera obtenue sans violence ou ne sera pas. De la réponse apportée au problème de l'islamisme dépendra donc l'avenir politique des pays du Maghreb. Cette question capitale de l'islamisme est donc au cœur de la problématique à laquelle les sociétés musulmanes du Maghreb doivent faire face. Les composantes moins radicales de l'islamisme musulmans devront tôt ou tard faire partie du paysage politique de ces pays. Les nier reviendra à s'engager une fois encore dans la solution choisie par l'Algérie : la stratégie sécuritaire sans aucune alternative politique. On connaît le drame auquel cette politique a mené. Les pays du Maghreb doivent sortir de cette logique. Un équilibre doit être trouvé entre la force nécessaire à chaque gouvernement chargé de mener la politique et donc d'assurer l'avenir de ces pays, et le nécessaire au respect des différentes aspirations des populations. La découverte de cet équilibre est la condition sans laquelle le système démocratique moderne auquel aspirent les pays du Maghreb nous sera pas acquis. Le respect des règles de base de la démocratie ainsi que celui des droits de l'homme apparaissent dès lors indispensables cette démarche.

L'option exclusivement sécuritaire n'a en effet jamais apporté de solution satisfaisante au problème de l'islamisme. Cette solution a même favorisé l'émergence de la contestation islamique en restreignant l'exercice des libertés de la part de l'ensemble de la population et en ménageant aucun espace à la contestation politique. Dès lors, cette option sécuritaire n'a contribué qu'à légitimer l'action des contestataires islamistes, a eu pour effet de grossir les rangs des activistes, et a abouti en un soutien plus ou moins actif de toute une part de la population, aux mouvements les plus extrémistes. Si le combat doit être mené sans aucune ambiguïté contre toutes formes de violence et contre toute action islamiste agressive, la démocratie et le principe de la liberté religieuse doivent être respectés. Si la population doit comprendre que son avenir ne passe pas par l'engagement aux côtés des islamistes les plus extrémistes, il semble indispensable de ménager un espace d'expression de l'ensemble des courants de l'islam moderne. Aucune partie de la population ne doit être méprisée et aucune opinion, sous réserve qu'elle soit respectueuse des règles élémentaires de l'expression dans une démocratie moderne, ne doit être réduite au silence. Ainsi, vouloir réprimer les formes identitaires fortes de l'islamisme revient à le pousser à la contestation violente. Par ailleurs, la contestation traditionnelle sans lien avec le domaine religieux doit être reconnue. La contestation islamiste est en réalité soutenue par une partie de la population dont les revendications ne sont pas religieuses mais politiques, économiques et culturelles, qui ont toute leur légitimité dans le dialogue démocratique. Les pouvoirs en place

dans les pays du Maghreb sont d'une autorité excessive. Ils doivent s'engager sans arrière-pensée sur la voie d'une démocratie digne du 21ème siècle, qui accepte la contestation.

Après avoir montré les spécificités de chaque pays du Maghreb - Maroc, Algérie et Tunisie - dans la réponse apportée face à contestation islamique, il sera montré que chaque pays est également interdépendant des autres et qu'aucune solution face à l'islamisme au Maghreb ne doit être trouvée séparément au niveau de chaque Etat, mais au niveau de l'ensemble de cette zone. Enfin, la situation post 11 septembre sera évoquée.

I. COMPORTEMENT DES TROIS PAYS DU MAGHREB FACE A L'ISLAMISME

Les trois pays du Maghreb que sont le Maroc, l'Algérie la Tunisie, sont dans un contexte similaire. Leurs gouvernements sont confrontés aux aspirations démocratiques de leur population, mais attachés et marqués par des traditions fortes d'autoritarisme. Sur cet environnement, est venu se greffer l'essor de la contestation islamique, qui a, globalement, fait basculer ces gouvernements dans une réponse plus ou moins autoritaire face à ce nouveau phénomène. Cependant, des nuances importantes existent quant au comportement de ces pays face aux problèmes de l'islamisme.

11. La réponse tunisienne

La Tunisie se trouve dans une situation particulière qui , comparée à ses voisins du Maghreb, semble se caractériser par une certaine ouverture économique et un autoritarisme politique affirmé. alors que l'Algérie se livrant à une lutte sans merci contre un islamisme extrême, la Tunisie apparaît, en effet, comme un havre de paix dont les garants sont une certaine de culture citadine ancienne, l'ouverture sur l'Europe, l'émancipation de la femme, un dynamisme économique évident qui a permis la réussite sociale des classes moyennes, un modèle d'éducation moderne et donnant satisfaction, un niveau de vie nettement supérieur à celui que connaissent les autres pays du Maghreb. Cependant, la politique choisie et menée par l'équipe du président, depuis le coup d'Etat du 7 novembre 1987 qui a destitué Habib Bourguiba, est celle de l'autoritarisme et du quadrillage policier du pays. Ceci alors même que la société tunisienne a préservé de solides traditions pluralistes ancrées chez son peuple réputée pour sa tempérance, ce qui dispose naturellement la Tunisie à pouvoir intégrer relativement facilement un courant islamiste parmi les plus modérés, légalistes et modernes du monde arabe. Cette politique autoritaire conduit à une grave détérioration de la situation des droits de l'homme, à une censure voire une asphyxie de la presse nationale, un étouffement et libertés démocratiques, un harcèlement presque systématique des journalistes indépendants, des arrestations arbitraires et un usage quasi automatique de la torture, des procédés politiques iniques, une interdiction de toute parole libre et critique, une répression impitoyable de la moindre contestation. Ce sont là quelques exemples des fruits de cette politique.

Alors même que la Tunisie dispose d'atouts importants tant sur le plan humain, économique qu'intellectuel, pour résister à toute dérive théocratique - l'islamisme tunisien, d'ailleurs, n'a jamais prôné une telle voie -, le régime prend prétexte de la situation dramatique de l'Algérie pour verrouiller le système politique et réprimer les opposants. Jouissant d'une stabilité qui lui permettrait de desserrer l'étau sécuritaire mis en place dès le début des années 90, le régime tunisien poursuit cependant sa dérive autoritaire, et tourne le dos à toute ouverture significative de l'espace politique. L'équipe au pouvoir s'invente des ennemis pour exclure toute dissidence et finalement retarder toute démocratisation du système. Le pouvoir tourne résolument le dos à une possible institutionnalisation du pluralisme politique en Tunisie, devenue pourtant absolument urgente. Cette évolution est même devenu tout à fait indispensable si le pays veut réussir son intégration à l'espace euro-méditerranéen et garantir une stabilité durable de son existence.

La Tunisie est en fin de compte le premier pays du Maghreb à avoir été confronté à l'islamisme. C'est également le premier à l'avoir « traité » en le jugulant.

12. La réponse marocaine

Le Maroc est le pays du Maghreb qui semble avoir effectué le plus de progrès dans la voie de la démocratisation. Par rapport à ses voisins maghrébins, et comparé tout spécialement à l'Algérie engagée sur la voie de la violence, le Maroc est généralement classé dans la catégorie des pays stables. En effet, son roi a su trouver l'équilibre entre la modernité et la tradition faite de modération et basée sur les valeurs d'hospitalité et d'ouverture. Par ailleurs, le potentiel économique du Maroc semblent digne d'un grand Etat. Cependant, si cette situation n'est pas réellement fautive, elle est par trop optimiste et nécessite d'être modulée. Le portrait précédemment décrit est en effet partiel et ne rend pas compte de la précarité de la stabilité de ce pays.

Il convient tout d'abord de préciser que si le Maroc a incontestablement réalisé des progrès très importants et des avancées significatives sur la voie de la démocratisation, la stabilité de l'Etat de droit et sa maturité son loin d'être assurées. Par ailleurs, des progrès peuvent être réalisés concernant le respect des droits de l'homme et beaucoup reste à faire dans les domaines de la tolérance politique et de l'acceptation de la contestation.

Il doit également être précisé que la situation sociale est particulièrement explosive. En effet, les principales agglomérations se dotent à leur périphérie, et bien malgré elles, de véritables bidonvilles qui s'étendent comme de véritables banlieues, où finissent bon nombre de ceux qui fuient les campagnes misérables et grossissent les rangs de l'exode rural ou qui veulent échapper à l'arbitraire d'une administration encore très largement archaïque. Cinquante pour cent des habitants du Maroc sont en effet encore analphabètes. Le chômage concerne désormais plus de dix-sept pour cent de la population active et, plus grave encore, plus de trente pour cent de la population âgée de quinze à vingt-cinq ans. En conséquence, une véritable économie parallèle et souterraine se développe, contribuant largement à l'augmentation de la contrebande et des trafics en tous genres. Parmi ces derniers, le trafic de drogue, dont celui du haschisch arrivant à la toute première place, connaît un accroissement exponentiel. Le Maroc en effet, est considéré comme le premier exportateur de haschisch à destination de l'Europe, et ce malgré que les autorités n'est décidé, du moins en apparence, de s'attaquer à ce fléau.

C'est dans ce contexte que l'islamisme s'accroît au Maroc. La misère, la corruption et les abus de l'administration, l'illettrisme et l'autoritarisme, en forment le terreau. Cette contestation islamique n'est certes pas la pire et la plus violente parmi celles que connaissent les pays du Maghreb, mais elle s'enracine désormais très profondément dans la société marocaine. La violence et l'ignominie dont font preuve les islamistes en Algérie jouent incontestablement le rôle de repoussoir dans l'opinion publique marocaine, et délégitime largement ce mouvement. En effet, l'islamisme apparaît ainsi aux yeux des éventuelles contestataires, comme un projet de plus en plus utopique, liberticide, synonyme de mort et de malheur. Ainsi, la situation marocaine se distingue très nettement de celle des autres pays arabes en général et maghrébins en particulier. La vie démocratique au Maroc est en effet bien ancrée dans les mentalités, le rôle des partis et des syndicats est bien admis et tient une place non contestée au sein de la société. Enfin, le statut religieux du roi "commandeur des croyants" joue un rôle stabilisateur bien plus que symbolique.

13. La réponse algérienne

L'Algérie offre le triste spectacle d'un pays en proie à de nombreux maux : crises sociales, guerre civile, islamisme et blocage politique. Ce pays, aujourd'hui en proie à une guerre civile est effroyable, est un exemple particulièrement dramatique d'une crise du

multidimensionnelle et aiguë ayant abouti à l'implosion de la société. L'islamisme s'y est développé sur un terreau en fermentation depuis plusieurs années. L'accumulation de déséquilibres importants et de frustrations de toutes sortes en sont à l'origine. Dans ce contexte, l'islamisme a su récupérer à son profit et canaliser les contestations d'une jeunesse désœuvrée, sans perspective et désespérée. Dès la fin des années quatre-vingts, l'islamisme a réussi à s'imposer sur le devant de la scène politique et sociale. Cette ascension a culminé lors des élections législatives de 1991 qui se soldèrent par la victoire des islamistes. C'est à ce moment qu'une erreur politique rarissime a été commise, en provoquant par l'armée l'interruption de ce processus électoral. En lieu et place d'éviter à l'Algérie le péril d'un régime théocratique intégriste, cet acte d'une gravité sans précédent, a précipité ce pays dans un cycle de massacres et de représailles innombrables, dont l'issue n'est toujours pas visible.

Mais les avis divergent quant à l'origine même du drame algérien, ainsi qu'au sujet de la place qu'il convient d'accorder aux islamistes dans les institutions et dans les champs politique, démocratique et social. Ces questions ne font effectivement pas l'unanimité quant à leur réponse au sein même de la société algérienne. Les divergences qu'elles provoquent vont même jusqu'à diviser des partis politiques, qu'il s'agisse d'expliquer ou d'apporter une légitimité aux massacres abominables de civils et de désigner leurs commanditaires, de provoquer ou non la constitution et les recherches d'une commission d'enquête internationale, de qualifier et de préciser la nature politique que le régime doit revêtir. Cette dernière question oblige chacun à se prononcer sur le rôle et les fonctions de l'Etat ainsi que sur les priorités auxquelles il doit faire face. La question d'un éventuel calendrier et d'un processus pour le retour à la paix civile et l'édification d'une démocratie pluraliste et davantage respectueuse des différences tendances politiques et religieuses qui peuvent être présentes dans la société algérienne, sont autant de sujets qui provoquent un débat passionné au sein de ce pays. Les médias algériens font tantôt preuve d'une liberté d'expression digne des plus grands pays démocratiques, lorsqu'il s'agit de critiquer les responsables politiques y compris le chef de l'Etat et de dénoncer par exemple, la corruption. Mais cette presse dans son ensemble a très peu dénoncé les exactions commises depuis le début des affrontements par les forces de sécurité. La société algérienne est également divisée quant aux excès à dénoncer. Qu'il s'agisse de journalistes, d'hommes politiques ou d'avocats, certains se sont fait les champions des dénonciateurs des graves atteintes aux droits de l'homme qu'entraîne la dérive autoritaire, alors que d'autres n'approfondissent et ne clament que la nécessaire éradication du terrorisme islamistes à obtenir par tous les moyens. L'opinion publique algérienne est divisée entre ceux qui considèrent que dès le mois de décembre 1991, dès le début de la crise donc, l'armée était fondée à intervenir pour neutraliser et barrer la route à des islamistes qui

menaçaient la cohésion sociale et ambitionnaient d'y imposer une théocratie totalitaire aux antipodes d'une société démocratique et pluraliste. Ceux-là se refusent à toute distinction entre islamistes radicaux et les islamistes "modérés", les uns n'étant que la forme monstrueuse des autres, leur projet de société commun étant par essence liberticide et suicidaire pour l'Algérie. Dans une telle optique, comparer et mettre aujourd'hui sur le même plan la violence nécessaire à l'Etat et celle barbare et inhumaine des islamistes est, moralement et politiquement, inacceptable. Mais pour d'autres Algériens, il existe au contraire une grande différence entre les groupes islamistes armés (GIA) et les partis politiques islamistes légalistes. Au sein même de l'ex front islamiste du salut (FIS), ces derniers opèrent des distinctions entre les tendances modérées et les groupuscules ou militants violents et radicaux. Il convient donc dans cette optique, de séparer les uns des autres et d'intégrer les courants pacifiques et modérés dans un jeu politique légal auquel ils sont en droit de réclamer une participation eut égard à leur incontestable représentativité d'une partie de la société et de ses habitants. Ainsi, pour les partis algériens signataires de la Plateforme de Rome, par exemple, l'interruption du processus électoral en janvier 1992 a été une terrible erreur politique, ouvrant la voie à toute les dérives meurtrières : terrorisme islamiste, graves atteintes aux droits de l'homme par les forces de sécurité, formation de milices, "privatisation" de la guerre, manipulation de toute sortes ... Tout en dénonçant sans ambiguïté les islamistes auteurs de massacres, ces partis rejettent une gestion purement sécuritaire de la crise par un pouvoir corrompu, autoritaire et antidémocratique qui cherche à se maintenir coûte que coûte, y compris en prolongeant le conflit, en refusant tout dialogue politique véritable avec les dirigeants modérés de l'ex-FIS, en maintenant une opacité sur son fonctionnement et sur les faits, et en falsifiant les résultats des consultations électorales.

Les élections du 5 juin 1997 sont un exemple particulièrement significatif de ces fraudes. Il s'agit d'élections législatives dont le déroulement n'a ménagé qu'un espace très restreint à l'expression de solutions favorables à la démocratie. En premier lieu, il semble pouvoir être affirmé que les résultats de ces échéances ont été manipulés. Par ailleurs, les enjeux démocratiques ont été placés bien loin derrière les préoccupations sécuritaire et économique, le niveau de vie des Algériens se dégradant de manière significative. La consultation électorale s'est déroulée dans un climat très tendu et marqué par un accroissement des faits de violence significatif : attentats à l'explosif particulièrement meurtriers sur le domaine public, carnage perpétrés dans des bourgs, massacres particulièrement horribles et inhumains, etc... Les auteurs de ces crimes sont d'origines très diverses. Ils sont évidemment le fait de groupuscules islamistes, mais la violence dont a fait preuve certaines milices paramilitaires liées au régime en place n'a rien à leur envier sur l'échelle de l'inimaginable. L'affrontement entre les islamistes dont le bras armé est constitué des groupes islamistes armés et le régime utilisant aussi bien ses

unités régulières que des milices privées, a en effet donné lieu à des exactions dépassant l'entendement de la part des premiers : massacres de civils égorgés, décapités ou mutilés, dont une grande part de femmes, de personnes âgées et d'enfants. Par ailleurs, sur ce terrain de violence, de multiples acteurs profitent de ce climat pour « traiter » et faire avancer leurs « affaires ». Ce sont aussi bien des groupes de délinquance commune plus ou moins pénétrés par des éléments mafieux que des règlements de comptes personnels, familiaux ou ethniques. Ce paysage cataclysmique et sans qualificatif tant le degré de violence atteint laisse pantois, ne répond qui plus est à aucune stratégie clairement identifiée. Il ne peut être assimilé à la lutte qu'aurait pu mener un mouvement islamiste structuré, même le plus extrémiste. Il n'est pas non plus digne d'un Etat se voulant démocratique, fut-il pris de court par l'ampleur du désordre. Ce climat n'a d'ailleurs pas été sans effet sur la cohésion des acteurs. La contestation islamiste, auteur de la plupart des exactions évoquées qu'elle a d'ailleurs revendiquées, apparaît de plus en plus divisée au fur et à mesure de la commission de ces actes et se livre même à de nombreuses luttes intestines. Ainsi, au schéma traditionnellement admis et caricatural des événements d'Algérie qui opposait le régime politique en place armé de ses forces de sécurité intérieure, ses armées et ses unités spécialisées dans la lutte anti-terrorisme, aux mouvements intégristes islamistes, vient s'ajouter de véritables et non moins implacables affrontements entre factions islamistes rivales, affaires de familles et de droit commun liées à une délinquance beaucoup plus traditionnelle. Le degré de violence atteint dépasse parfois tout ce qui a été connu dans l'histoire de ce pays. Côté pouvoir en place, la répression a été immédiatement très violente et a fréquemment utilisé des modes d'action peu avouables. Côté révolution islamique, la réalité a souvent dépassé l'imaginable. Les groupes islamistes armés ont fréquemment été dirigés par des délinquants, véritables têtes brûlées prêtes à tout, ou par des personnes psychologiquement fragiles et facilement influençables, qui plus est souvent mineures. C'est donc la population qui a pâti de la situation ainsi établie. Les perspectives de dialogue démocratique se sont éloignées, entraînant un regain de violence et de haine aboutissant au désordre et au chaos. L'économie s'est effondrée et les investisseurs se sont éloignés, le pays s'est affaibli, subissant comme une hémorragie de ses forces vives.

Le gouvernement a maintenu pendant longtemps une version officielle de son action sécuritaire qui ne peut tenir pour exacte éternellement. Prétendant être entièrement tourné vers le combat antiterroriste et prétextant maîtriser l'islamisme et ses groupuscules extrémistes, le régime a constamment tenu pour seuls responsables des exactions constatées les éléments islamistes. En effet, il est indéniable que la grande majorité des assassinats, attentats à l'explosif en pleine ville, le massacre des innocents et d'intellectuels leur est attribué. De même,

l'assassinat de chrétiens, que l'on se rappelle ceux de Monseigneur Claverie et des pères trappistes de Tibhirine, sont clairement l'œuvre des groupuscules armés d'islamistes qui ne cachent pas leur responsabilité dans ses ignobles meurtres. Cependant, il serait angélique d'ignorer que les services de sécurité du régime se sont également livrés à des actes indignes de services de sécurité dotés d'une certaine éthique. Ainsi, de nombreux pièges, de nombreuses actions inavouables et de nombreuses actions barbouzardes ont été pratiqués par ces services avec la bénédiction du régime, afin souvent d'impliquer injustement les groupes islamistes dans des exactions impopulaires. Il ne reste qu'à constater qu'à la sauvagerie des islamistes en tous genres : le GIA, les groupuscules plus ou moins officiels et contrôlés, les forces armées se sont livrées à une répression souvent aveugle et aboutissant fréquemment à renforcer la légitimité de la contestation islamique. À titre d'exemple, les exactions commises à Raïs, à la fin du mois d'août 1997, se soldèrent par la mort dans des conditions atroces de trois cents villageois. D'une manière générale, les militaires au pouvoir et plus généralement la plupart des hommes politiques exerçant une quelconque responsabilité au sein du gouvernement algérien, sont divisés quant à l'attitude à adopter vis-à-vis des islamistes. La légitimité voire l'opportunité d'un "dialogue" avec les islamistes et de l'ex-FIS constituent le sujet de la discorde depuis le début du conflit. Ces positions n'ont fait que se durcir depuis que la contestation islamiste s'est radicalisée et nombre d'hommes politiques ou de généraux s'opposent dans deux clans : les favorables et les opposés au dialogue. Une des preuves évidentes de ces diversités de points de vue au plus haut niveau du gouvernement, est la remise en résidence surveillée du dirigeant de l'ex-FIS, Abbassi Madani, libéré à la mi-juillet 1997 après six ans d'emprisonnement, au moment même où des tractations secrètes entre le front islamique du salut et son bras armé l'AIS se déroulaient avec le pouvoir, en vue de rallier les islamistes à un appel en faveur d'une trêve. Il en est de même concernant le refus opposé de manière catégorique au secrétaire général des Nations Unies Kofi Annan, qui avait osé prôner le "dialogue" et la "tolérance" aux Algériens. D'une manière plus générale, des preuves flagrantes de cette opacité du régime et de l'in vraisemblance de la version officielle et manichéenne du conflit sont décelables dans l'absolue opposition des responsables algériens à toute "ingérence" des Nations Unies, et notamment à l'idée d'une commission d'enquête internationale sur les exactions, ou encore celle d'une initiative internationale visant à organiser sous l'égide d'un médiateur spécial de l'ONU, des pourparlers sérieux de paix et un dialogue démocratique entre les différents protagonistes.

Au total, il semble pouvoir être possible d'affirmer que le FIS semble avoir très largement perdu sinon la guerre, du moins une série de batailles qui l'ont fortement affaibli. Tenu en échec sur le plan militaire et lâché par une opinion publique fatiguée de cette violence inique et des

crimes en tous genres qui l'accompagnent, on peut réellement douter des possibilités actuelles qu'il a d'influencer le cours des événements politiques en Algérie. Serait-il suivi par les groupes islamistes armés ou par l' AIS lors d'un appel éventuel en faveur d'un arrêt des violences ? Nul ne peut le dire. Si même lors de sa genèse ce mouvement n'a jamais été uni, uniforme et coordonné, la répression sans retenue, l'exil de ses hommes forts et les querelles intestines, ont achevé sa décomposition. Actuellement, ce mouvement n'a plus rien à voir avec la facette qu'il présentait au début des années 90, alors qu'à l'époque il inquiétait le pouvoir en place sur le plan électoral. Par ailleurs, le FIS a payé très cher son engagement dans la lutte armée. Il semble pouvoir être possible de dire actuellement que le phénomène de l'islamisme en Algérie s'est radicalement transformé. Beaucoup de sympathisant du FIS, voire même beaucoup de ses dirigeants, ne considèrent plus ce mouvement comme une véritable alternative crédible au régime en place. Ainsi, beaucoup préfèrent se raccrocher au dialogue démocratique en adhérant aux partis islamistes légalistes telles le Hamas et al-Nahda. Ceci concerne particulièrement toute une partie d'anciens élus locaux et régionaux du FIS qui réfutent désormais apporter leur soutien à la démarche terroriste. Cependant, il convient de souligner que bien que ces partis aient désormais des députés à l'Assemblée nationale, et bien qu'ils soient désormais présents dans le jeu démocratique normal de l'Algérie, les manifestations de violence et les exactions sont encore nombreuses. A l'heure actuelle, il semble acquis que la seule solution réside dans un effort et une nouvelle orientation politique et global, visant à associer dans un véritable dialogue démocratique toutes les tendances présentes dans le paysage politique algérien ; ceci afin d'aboutir au désarmement des maquisards islamistes extrémistes et afin de désamorcer enfin la pompe de la violence et du crime. Seule la mise en place d'un véritable processus de démocratisation sera capable de déboucher sur une paix durable et sur un découragement des islamistes les plus durs qui, coupés de tout soutien parmi la population, n'auront d'autre solution que l'abandon de la piste violente ou l'échec en cas d'obstination.

Il convient par ailleurs de décrire succinctement la position des partis démocratiques dont la situation est délicate. Tout d'abord, leur division fait fréquemment le jeu du régime en place. Mais ce n'est pas là leur principal problème. Leur véritable souci est celui d'arriver à peser réellement sur le cours de la politique algérienne. En effet, les élections sont fréquemment préfabriquées, elles ont lieu sous le haut contrôle des armées, et le Parlement, élu dans ces conditions pour le moins tangentes au regard de la démocratie, ne bénéficie en fait d'aucun pouvoir réel pour contrebalancer celui du gouvernement qui se trouve être tout puissant d'un point de vue politique. La seule solution pour ces partis reviendrait en fait à rejeter le système

actuel de fonctionnement des pouvoirs en Algérie, ce qui reviendrait à les pousser à une contestation qui les condamnerait.

Cependant, ce serait être par trop pessimiste que d'affirmer que les élections n'ont aucun effet sur l'avenir politique de l'Algérie. En effet, la situation de violence qui sévit dans le pays n'est certes pas annihilée et ne le sera certainement pas prochainement, mais il est certainement faux de prétendre que tout restera comme avant. Tout d'abord, il convient de noter que malgré l'insécurité ambiante, les taux de participation aux élections sont toujours élevés, ce qui manifeste bien que les Algériens n'ont pas capitulé et sont toujours attachés à la démocratie, au mépris de la violence et de la guerre civile. Par ailleurs, les partis de l'opposition entendent bien faire entendre leur voix et occuper l'espace dans le paysage démocratique de leur pays. Ceci n'excluant aucunement de critiquer et de contester ouvertement la politique menée par le gouvernement. Car en effet, il convient de noter, et ce n'est pas l'un des moindres paradoxes de la situation politique algérienne, que les partis de l'opposition ont des députés qui siègent au Parlement, et des élus régionaux et municipaux. Ceci malgré le fait que les élections soient régulièrement truquées et tronquées, ce qui a permis au parti du Rassemblement National Démocratique, le parti de Liamine Zéroual, de s'élever au rang de parti majoritaire. Enfin, et ce n'est pas une des moindres lueurs d'espoir dans le paysage politique algérien, la contestation islamistes ne peut plus être regardée et passée au crible des mêmes critères qu'au début de la décennie 90. Les groupes islamistes armés s'étaient engagés dans une folie meurtrière sans issue. Sans pour autant avoir réussi à capter entièrement l'ensemble de l'héritage de l'ex FIS, le Hamas et al-Nahda sont désormais en mesure de récupérer à leur compte une partie non négligeable de la base et des élites islamistes locales, désireuses d'en finir avec la violence et la guerre dans lesquelles le rapport de force n'est plus en leur faveur, et de former une opposition politique légale et démocratique pour empêcher, avec l'appui de nombreuses forces d'opposition algérienne, le processus de reconquête autoritaire du champ politiques entamé par le pouvoir. Paradoxalement, même si le régime en place continue à dicter sa volonté au plan politique, le jeu démocratique reste possible et son évolution réserve peut-être des surprises à l'ensemble des observateurs extérieurs.

Pour conclure, il semble possible de préciser qu'au-delà de l'analyse de la situation qui prévaut depuis l'interruption du processus électoral à la fin de l'année 1991, et de l'examen des perspectives politiques, après les élections présidentielles et les élections législatives, les racines historiques et socio-économiques de la crise algérienne sont diverses. Parmi celles-ci, on peut citer la place de la violence qui est culturellement présente dans la société algérienne ; le malaise

identitaires et culturel des Algériens, conséquence des politiques religieuses et d'arabisation des différents régimes ; la politique menée par le pouvoir en place inapte à gérer les extraordinaires mutations que la société algérienne connaît sur les plans économique et institutionnel. Plus généralement, ce sont les places respectives de la démocratie et de l'islamisme dans la société algérienne et dans son paysage politique qui sont à définir précisément.

Cette courte étude montre bien les spécificités avec lesquelles chaque pays du Maghreb - Maroc, Algérie et Tunisie - a apporté une réponse et tenté de résoudre le problème de la contestation islamique sur son territoire. Cependant, il serait illusoire de penser que des réponses nationales juxtaposées puissent apporter dans un règlement satisfaisant et globale à un problème qui touche en fait non seulement la zone maghrébine, mais plus généralement l'ensemble du monde arabe. Au niveau du seul Maghreb qui nous intéresse ici, l'interdépendance de chaque pays semble évidente et il est clair qu'aucune solution face à l'islamisme au Maghreb ne doit ni ne peut être trouvée au seul niveau de chaque gouvernement. À titre d'exemple, et pour illustrer cette nécessité, l'interdépendance de la Tunisie et de l'Algérie sera montrée dans des paragraphes qui suivent.

II. ILLUSTRATION DE L'INTERDEPENDANCE DES PAYS DU MAGHREB : LE CAS DE LA TUNISIE PAR RAPPORT A L'ALGERIE

La situation extrêmement délicate de l'Etat algérien et l'attaque du petit poste frontière de Tamerza, le 11 février 1995, revendiquée par un groupe islamique armé (GIA) donnent un regain d'actualité à l'inquiétude qu'en février 1958, Habib Bourguiba confiait à Georges Gorse, alors ambassadeur de France à Tunis : que deviendrait la Tunisie si cette Algérie indépendante était dominée par "des extrémistes et non par des nationalistes modérés ?".

En effet, la montée de la contestation islamistes à travers le Moyen-Orient en général, et tout particulièrement chez sa voisine de l'ouest, l'Algérie, aggrave un défi déjà bien présent en Tunisie. Cette dernière a d'ailleurs basé sa stratégie de réponse à l'islamisme sur le fait de contenir fermement ses propres opposants islamistes. Ainsi, se profile à l'horizon le risque non négligeable d'un possible effet de dominos, ou d'un phénomène de propagation du problème à l'image d'une tâche d'huile qui se répand plus lentement mais de manière certaine. A l'examen, on ne peut d'ailleurs privilégier l'idée d'incidences à sens unique entre ces pays. Cependant, dans un contexte de proximité aussi marqué, des rapprochements et des coordinations s'imposent entre des évolutions similaires parfois décalées dans le temps. Mais comment mesurer de réelles interférences ? Les cerner au plus près fournit un angle d'approche inédit, susceptible d'éclairer une réalité parfois confuse et finalement méconnue.

21. Une sécurité intérieure perméable et dépendante des événements algériens

La Tunisie est en fait un petit pays qui, au fur et à mesure des découvertes en matière de richesses pétrolières, s'est finalement révélée infiniment moins bien pourvue que ses deux grands voisins de l'ouest et de l'est,. Ainsi, la Tunisie s'est toujours trouvée contrainte de considérer et de concevoir sa sécurité d'abord en termes de relations de proximité.

Tel était déjà le cas quand, au moment de la colonisation, elle apparaît coincée entre l'Algérie occupée par France, en 1830, et la province tripolitaine reprise en main par les Ottomans, en 1835. On sait alors ce qu'il advint et comment la France, en 1881 - 1883, presque subrepticement, étendit son protectorat sur la Tunisie, sous prétexte de réformes modernisatrices.

Plus récemment et donc plus près de nous, la lutte de libération de l'Algérie a soumis à rude épreuve la toute nouvelle indépendance tunisienne. L'enjeu était alors double : entraver la collusion de l'armée de libération nationale (ALN) algérienne avec les partisans de Salah Ben Youssef, rival malheureux mais très actif d'Habib Bourguiba ; et éviter de se laisser entraîner contre sa volonté dans une guerre avec la France. Ces préoccupations sont liées, car partageant le point de vue de Nasser, en faveur d'un embrasement général du Maghreb pour hâter le dégagement de l'Algérie. Salah Ben Youssef s'offrait comme allié aux nationalistes algériens. Très sensible à ce danger, Habib Bourguiba assortira donc l'assistance accordée à l'ALN inventée sur son territoire, de conditions et contrôles stricts. Malgré le sentiment de solidarité fraternelle animant le peuple tunisien, une aussi longue cohabitation forcée ne pouvait échapper à des périodes de tension conflictuelle, les Algériens avouant qu'alors ils ne pouvaient s'empêcher d'être "un tantinet yousséfistes" ...

Malgré la célébration symbolique de l'incident de Sakiet Sidi Youssef, sans équivalent du côté marocain, il est demeuré un malaise de part et d'autre. En effet, en février 1958, l'armée française bombarde un village tunisien situé sur la frontière, qui a servi de base de repli à l'armée algérienne. Cet incident est resté comme le symbole de la solidarité tunisienne envers l'Algérie combattante. Cette contribution des Tunisiens à la guerre d'Algérie s'inscrit dans la mémoire nationale, accompagnée d'une connotation mitigée. Traités de façon souvent cavalière par des hôtes imbus du caractère épique de leur révolution, les Tunisiens regrettent surtout le peu de reconnaissance que leur ont valu leur hospitalité et leur engagement. La période qui suivit les événements de l'indépendance de l'Algérie, a été marquée par deux décennies de relations pour le moins empreintes de méfiance. Ben Bella puis Boumediene appréciaient en fait assez peu l'orientation pro occidentale de Bourguiba. La dernière séquelle date de janvier 1980, alors que des "boumediénistes" sont impliqués dans une entreprise de déstabilisation montée par Kadhafi : c'est le coup de Gafsa. Mais cet épisode est aussi le point final de cette ère de méfiance. L'époque Chadli est l'occasion d'un retournement de tendance et d'un nouveau départ dans les relations bilatérales. C'est en 1983 que survient le véritable rapprochement, prolongé par le geste du chef d'Etat algérien rassurant, à sa demande, Bourguiba malade en 1984. Puis, l'Algérie devint un allié presque véritable de la Tunisie contre la Libye. Lors de la crise de l'été 1985, l'armée nationale populaire (ANP) a prêté main forte à la Tunisie qui a utilisé les porte-chars proposés. Mais actuellement, alors que la menace constituée par la Libye n'a jamais été aussi faible, l'Algérie est devenue un facteur d'instabilité.

Ainsi, chaque dégradation de la situation en Algérie a-t-elle été marquée par la production de commentaires importants émis de l'extérieur du pays, par des médias notamment français comme Jeune Afrique, Le Monde, Le Figaro, et rassurant sur "la modernisation de l'appareil de sécurité et l'élaboration de plans de crise constamment actualisés". Dans le même temps, la presse tunisienne restait beaucoup plus discrètes sur le sujet, ce qui n'exclut pas que la préoccupation soit bien présente. Un éditorial en arabe de Réalités le révèle à la fin du mois d'août 1985 : "l'évolution de la situation en Algérie ne nous préoccupe plus, et nous hante ...". Cette tension a indéniablement eu un effet positif. Elle a contraint les deux gouvernements à faire enfin aboutir la délimitation matérielle de leurs pays et de leurs frontières. Jusque là, seule la fraction méridionale descendant de Bir Romane jusqu'à la Libye, en milieu désertique, n'avait été définie et matérialisée, sur une frontière de mille deux cents kilomètres. C'était en 1968 - 1970, pour les besoins de l'exploitation du gisement pétrolier d'El Borma, situé à califourchon sur cette limite. Il restait donc encore les sept cent vingt-huit kilomètres de Bir Romane à la Méditerranée, dont le tracé avait été avalisé dans la foulée du traité de coopération et de fraternité de mars 1983. Pourtant, la question n'était réglée que de manière que très théorique. La commission technique mixte ayant buté sur environ soixante-dix points de contestation au moment de rentrer dans le concret. En effet, l'histoire de la région et les implantations humaines très imbriquées avaient alors compliqué la tâche des experts. Après de multiples ajournements, nécessité faisaient loi, une dernière et ultime phase de négociation devait déboucher, dix ans plus tard, en février 1993, sur un règlement définitif. La fin du balisage a été célébrée comme il se doit .

Depuis 1989, cette frontière fait l'objet d'une surveillance très stricte est très étroite, car dès que le front islamique du salut (FIS) a été reconnu, les islamistes tunisiens ont utilisé de manière importante le soutien moral et logistique offert par la mouvance islamiste algérienne, toutes tendances confondues. Ce soutien s'est manifesté par de l'argent donné, mais aussi des caches et des planques fournies. La Tunisie a dépêché une dizaine d'envoyés pour que soit mis fin à leur liberté d'action, mais elle n'a reçu dans ce domaine que de vagues promesses non suivies d'effet. Ces militants se chiffèrent à environ 200 en 1991. Entrés par le Grand Sud, ils ont même fait l'objet en octobre 1991, d'une vaste campagne de presse en Tunisie. Mais une normalisation rapide a été initiée par les successeurs du président Chadli. Certains islamistes se sont exilés en Europe, d'autres ont été arrêtés et renvoyés dans leur pénates. Depuis 1992, c'est une franche collaboration qui a lieu et qui donne naissance à de nombreux échanges d'informations et, aux niveaux aussi bien ministériels que locaux, des contacts étroits entre les pays.

Par ailleurs, une étude a été initiée concernant une éventuelle transposition des techniques sophistiquées déjà utilisées dans les murs de défense du Maroc au Sahara occidental. Mais la frontière, déjà considérée comme très sûre et assez hermétique, ne se situe pas sur les itinéraires utilisés par les caravanes et les convois d'armes qui essaient de rejoindre les maquis d'Algérie, et traversent la frontière avec la Libye beaucoup plus au sud de Ghadamès.

En revanche, la zone frontalière beaucoup plus au Sud, qui connaît des reliefs plus importants et une végétation davantage boisée, a connu de réels épisodes de la guérilla algérienne. Lancés à la poursuite d'extrémistes islamistes, des commandos, en novembre 1994, ont franchi, dans leur élan, la frontière à plusieurs reprises. Des incendies de forêts, déclenchés volontairement pour vider les maquis de tous leurs occupants, ont même parfois débordé sur le territoire tunisien. Enfin, les Tunisiens, dont la vigilance a été renforcée, ont découvert près de Sidi Bouzid, en Tunisie centrale, d'importantes caches d'armes.

Autre épisode de ces débordements frontaliers, l'agression du 11 février 1995, qui a coûté la vie à six gardes nationaux tunisiens chargés de surveiller un oued qui, à sec, peut servir de voie de passage au sud de Midès, à Tamerza, a été en fait l'œuvre de quelques extrémistes algériens, à la recherche de vivres et d'armes. L'alarme a pu être donnée par un des gardes nationaux qui avaient pu s'enfuir. Les attaquants, qui avait pris la fuite au volant d'un véhicule de marque Land-Rover, l'ont abandonné et jeté dans un précipice. Ces faits n'ont transpiré via les autorités tunisiennes, qu'au travers d'un accident de la route banal, version rassurante et jamais démentie. Il est vrai que la saison touristique est largement dépendante du niveau de sécurité qui transparait dans l'actualité.

Il était prévisible, après l'épisode de Marrakech en août 1994, que la Tunisie connaissent quelques faits servant de sommation de cette sorte. Ce regrettable incident a montré de manière indiscutable l'incapacité de l'ANP à concentrer ses troupes du côté de la frontière marocaine, passage privilégié et traditionnel des contrebandes d'armes. Ces faits constitueront sans doute une occasion à ne pas manquer d'un rétablissement d'une situation normale. Mais le GIA a revendiqué dans son bulletin El-Ansar, la responsabilité de ces faits délictueux. Selon le quotidien algérien La Tribune, il faut y voir : "un message aux autorités de Tunis qui oppriment les islamistes". Il faut ajouter que d'autres commandos islamistes algériens ont tenté, sans succès, de s'infiltrer le 28 février 1994 à Ain Draham, et le 7 mars, au Kef. Ces tentatives ont encore provoqué une montée de la vigilance tunisienne. Par ailleurs, les autorités de ce pays ont octroyé

à leur armée un droit de poursuite vis-à-vis des auteurs de telles incursions. Les gardes nationaux qui étaient alors à l'effectif de 3000, engagés dans cette mission de surveillance, ont reçu le renfort de 12000 à 15000 hommes de l'armée, qui collaborent avec la IVème région militaire algérienne, commandée par le général Fodil. Enfin, il faut noter que toute une partie de la zone frontalière a été déforestée, de façon à ne pas faire obstacle à la surveillance frontalière.

22. Une sécurité intérieure dont le socle est la cohésion nationale

Mais cette vision d'une sécurité intérieure, basée uniquement sur l'action de ses forces armées, n'est pas exactement celle pour laquelle la Tunisie a opté. En effet, s'il est indéniable que les forces de sécurité intérieure sont en première ligne pour se porter garant de la sécurité et l'intégrité du territoire national, la politique de défense de ce pays accorde une importance sans ambiguïté à son peuple et sa capacité propre de résistance. Le média déjà évoqué Réalités s'est exprimé sur cette question : « L'Algérie peut constituer une menace pour la stabilité et la souveraineté de la Tunisie dans l'éventualité de la mise en place d'un pouvoir hostile au gouvernement actuel. En effet, la nature du projet politique que certaines formations islamiques veulent réaliser et qui se fonde sur l'instauration du Califat islamique ne reconnaît pas l'existence des frontières géographiques et ne tient pas compte des conventions internationales ». Et l'auteur de l'article de conclure : « nous devons constituer un front intérieur pour empêcher toute ingérence extérieure et éviter à nos deux pays une éventuelle confrontation militaire ».

Lors du coup de Gafsa, l'échec était venu de ce que le soulèvement populaire prévu dans la ville minière réputée contestataire ainsi que dans quelques autres localités n'avait pas eu lieu. La morale de l'histoire semble avoir été retenue. Toute entreprise malveillante nécessite, et l'on peut estimer qu'il s'agit d'une condition impérative de succès, des relais d'opinion au cœur même de l'édifice visé.

Une des raisons qui ont permis à la Tunisie de résister à la radicalisation extrémiste est que la propagande islamiste ne s'est pas, comme en Algérie, propagée comme une traînée de poudre. Etudier ce phénomène semble pouvoir être instructif.

Il semble en fait que chaque expérience islamiste se décline en fonction de chaque réalité nationale. En effet, les contextes influent directement sur les conditions d'accueil dudit

phénomène. Ainsi, les impacts nationaux se déclinent différemment et n'ont donc que peu d'effet et de conséquence sur les voisins.

Certaines distinctions principales sont intéressantes à souligner. La première, et elle est fondamentale, est celle de la culture propre à chaque population qui, si vue de Paris peut sembler à peu près homogène dans la zone maghrébine, est en fait un facteur de discrimination important. En effet, la Tunisie a depuis 1956, une spécificité qui se distingue par le rejet en arrière plan de l'identité arabe et du communautarisme musulman. Cette dimension a des implications directes sur le mouvement islamiste dont l'un des leaders déclarait : « nous sommes un mouvement tunisien et la société tunisienne est différente de la société égyptienne ou soudanaise... La société tunisienne est une société très jeune, traversée par différents courants non islamiques et favorables au multipartisme ». L'Algérie quant à elle a adopté une position située à l'inverse des choix opérés par l'élite tunisienne. Le gouvernement d'Alger a misé sur l'arabo-islamisme, ce qui l'a conduit notamment à renier sinon combattre la culture berbère, sous couvert de lutter en faveur de l'union nationale. Cette tendance trouve son illustration naturelle dans les manuels scolaires d'histoire qui accordent 75 % de leurs enseignements à l'univers arabo-islamique contre seulement 8 % en faveur de l'Algérie elle-même.

La seconde distinction à aborder est celle tenant à la structure même des mouvements islamistes dans ces deux pays. C'est en 1981-1982 qu'à peu près simultanément le Mouvement de la Tendance Islamique (MTI) et le FIS, révèlent aux universités de Tunis et d'Alger, leur capacité réelle de mobilisation. A ces dates, le mouvement de contestation islamiste a déjà fêté sa première décennie en Tunisie. Bien que clandestin, il n'en est pas moins structuré et bien organisé à l'image des Frères musulmans. Par ailleurs, le gouvernement en place ne semble pas en percevoir l'importance et la réalité de la menace. Preuve en est : Hédi Nouira, Premier ministre durant les années soixante-dix, a même instrumentalisé le mouvement afin de combattre politiquement les formations gauchistes émergentes à l'Université. Ce n'est en fait que durant l'été 1981, à l'occasion de la première grande épreuve de force entre le mouvement et l'Etat, qu'Habib Bourguiba saisit l'ampleur du phénomène jusque là impalpable et inquantifiable. Par ailleurs, en 1983, l'antenne tunisienne du Parti de la Libération Islamiste (PLI) monte une conjuration contre le pouvoir en place. Il apparente en l'occurrence son mode d'action à celui du parti Bass qui consiste, pour une poignée d'officiers, à privilégier le putsch pour accéder au pouvoir de manière fulgurante. Cependant, l'impact de ce parti n'a jamais pris l'ampleur escomptée par ses membres. Somme toute, qu'il s'agisse du MTI toujours resté clandestin ou du

PLI qui s'est initié à la conspiration, le point commun de l'ensemble du mouvement islamiste en Tunisie reste la discrétion même si la violence est fréquemment employée.

En Algérie, le mouvement de contestation islamiste présente un visage beaucoup plus diversifié et contrasté. Bien qu'à l'Université le mouvement se soit manifesté au grand jour par le biais de troubles traditionnels, la clandestinité s'est très vite imposée. Celle-ci s'est rapidement orientée, par tradition et réflexe historique ... vers le maquis, refuge naturel de tout mouvement de ce type. C'est là que Bouyali, ancien moudjahid, se tapie et symbolise la contestation contre « le régime qui étouffe ». Il y fonde le Mouvement Islamique Armé (MIA) qui s'opposera aux forces de la Gendarmerie jusqu'en 1987. Puis en 1989, la relève sera en quelque sorte assurée par Takfir Wal Hijra entouré de terroristes endoctrinés et entraînés au camp de Peshawar en Afghanistan et renforcé par certains anciens du MIA. Ainsi, la contestation en Algérie est caractérisée également par une lutte ouverte et sans retenue contre le régime, recourant de plus en plus fréquemment des actions d'un haut degré de violence.

Il semble en fait que deux traits majeurs puissent être dégagés de l'étude de ces mouvements islamistes. Une première démarche vise à re dynamiser et à accroître l'islamisation de la société. Ce mode d'action est voulu endogène et cherche à couronner l'entreprise par l'établissement, à terme, d'un régime islamique porté au sommet de l'intérieur. La participation opportuniste au régime en place n'est ici pas exclue pourvu qu'elle serve l'état final recherché. La seconde démarche s'inscrit dans une logique différente. Sans concession possible, elle vise, par une conquête frontale et violente du pouvoir, à placer les chefs du mouvement à la tête de l'Etat et à imposer ainsi un régime islamique.

A l'évidence, le premier cas évoqué inspire la situation tunisienne. L'Algérie subit quant à elle une contestation du second type. Cependant, il faut se garder d'imaginer des voies fondamentalement séparées et sans passerelle commune. En la matière, le pragmatisme prévaut sur l'idéologie et, comme déjà évoqué, les deux Etats et mouvements de contestation sont loin d'être étanches et sans influences mutuelles tant concernant la doctrine des protagonistes que leurs modes d'action.

C'est donc une réponse régionale et qui ne saurait se limiter à chaque Etat concerné, qui sera nécessaire pour répondre et relever le défi de la contestation islamiste au Maghreb. Mais cette stratégie devra également tenir compte de l'évolution du mouvement islamiste qui, depuis

les événements du 11 septembre, a pris une nouvelle dimension et fait jouer un rôle majeur au Maghreb dans la manœuvre mondiale de la radicalisation de l'islam.

III. LA SITUATION POST 11 SEPTEMBRE

L'attentat du 11 avril 1992 contre la synagogue de Jerba, l'arrestation d'un vaste réseau intégriste au Maroc qui s'apprêtait à commettre des attentats spectaculaires contre des bâtiments de guerre américains lors de leur traversée du détroit de Gibraltar, les révélations de la presse occidentale sur le repli de certains éléments d'Al-Qaïda vers l'Algérie, sont autant d'informations et d'indices alarmants qui donnent une idée sur les ramifications locales de la nébuleuse islamistes au Maghreb.

31. La situation tunisienne

Le groupe tunisien appelé Jamaat el-Mouqaouama el-Islamiya el-Tunisiya, ou le Groupe de la résistance islamique tunisien (Grit), figure sur la liste des organisations terroristes publiée en annexe du rapport du département d'Etat sur le terrorisme mondial en 2001, et présentée le 21 mai 2002 par le secrétaire d'Etat américain Colin Powell. Cet organisme, jusque là inconnu, possède des ramifications très diversifiées géographiquement puisqu'il est présent au Canada, en Europe occidentale et en Asie. Il est basé en Allemagne, à Hambourg. Ce groupuscule est lié à un certain nombre de mouvements extrémistes islamistes opérant en Europe, ainsi qu'au réseau el-Qaïda. Il a été fondé par Tarek Maaroufi et Seifallah Ben Hassine en l'an 2000. Il semble qu'il aurait participé à l'organisation des attentats terroristes du 11 septembre 2001. Les autorités belges ont arrêté, en décembre 2001, un des ses principaux animateurs, Tarek Maaroufi. Il est accusé d'avoir fourni de faux passeports ainsi que de faux visas aux deux assassins du leader de la résistance afghane, Ahmed Shah Massoud. Les autorités italiennes, quant à elles, soupçonnent le Grit d'envoyer de jeunes musulmans dans les camps d'entraînement afghans, et de se livrer à un trafic de grande envergure de faux documents. Enfin, le Grit qui est accusé d'avoir planifié des attentats contre des représentations diplomatiques américaine, algérienne et tunisienne à Rome.

Le 13 juin 2002, la justice belge a mené une vaste opération judiciaire au cours de laquelle une série de perquisitions ont été opérées au sein des milieux islamistes bruxellois, dans le cadre d'une enquête sur le braquage spectaculaire d'un fourgon de transport de fonds perpétré en l'an 2000, à l'aéroport de Bruxelles. Les enquêteurs estiment que le butin de ce vol à main

armée pourrait avoir été destiné aux talibans, et que l'opération aurait un lien avec Nizar Trabelsi, un Tunisien soupçonné d'avoir préparé un attentat contre l'ambassade des États-Unis à Paris, et arrêté le 13 septembre 2001 à Bruxelles.

Simultanément, une enquête menée par le procureur de Milan Stefano Dambroso, a conduit à l'inculpation d'une fourchette d'activistes islamistes récemment interpellés en Italie. L'un d'eux, Nabil Ben Etat Atiya, est de nationalité tunisienne et âgé de 35 ans. Ce dernier est accusé d'appartenir à une cellule active de terrorisme liée au réseau el-Qaïda. Il aurait avoué avoir joué un rôle particulier dans la falsification des passeports dont les commandos de l'organisation de Ben Laden se sont servi durant leurs déplacements entre les États-Unis, l'Europe et l'Afghanistan.

Par ailleurs, on sait désormais que les deux assassins du commandant afghan Ahmed Shah Massoud, tué le 9 septembre 2001, deux jours avant les attentats de New York et de Washington, lors d'une attaque suicide menée par deux faux journalistes accrédités par une fausse agence basée à Londres, sont, eux aussi de nationalité tunisienne. Ils ont été tous deux enrôlés par un groupe d'activistes islamistes lié à el-Qaïda. Leurs noms sont Abdessattar Dahmane concernant le "journaliste", et Bouari el-Ouaer concernant le "cameraman". On sait finalement peu de choses sur le second, si ce n'est que c'est un ancien ouvrier journalier de Tunisie. En revanche, on a pu retracer l'itinéraire du second. Ayant toujours rêvé de devenir journaliste, il a quitté la Tunisie en 1987 - 1988 pour accomplir des études en Belgique. Après un mariage tenu en échec par le départ de sa femme en 1994, ses études furent bâclées au point qu'il avait été mis à la porte des universités. Il s'est ainsi vu retirer sa carte de séjour, et a même fait l'objet d'un arrêté d'expulsion. C'est à ce moment là que des extrémistes islamistes l'ont contacté et l'ont endoctriné à partir de vidéos montrant des bombardements en Tchétchénie et des actes de cruauté envers des musulmans. C'était suffisant pour en faire un future kamikaze. Dans la même optique, on en sait également un peu plus sur l'itinéraire de Nizar Nasr Naouar, l'auteur présumé de l'attentat suicide perpétré contre la synagogue de la Ghriba, le 11 avril 2002, dans l'île de Jerba, au sud de la Tunisie, qui a fait 19 morts dont douze touristes allemands. Les services d'enquêtes français, canadiens, tunisiens et allemands, soupçonnent ce Tunisien de 24 ans d'avoir oeuvré pour le compte d'une cellule canadienne du réseau el-Qaïda. Nizar Naouar, qui a vécu pendant un an et demi à Montréal, au Canada, où il se serait inscrit dans une école de voyagistes, est soupçonné d'avoir entretenu des relations avec le groupuscule dont faisait partie le Montréalais d'origine algérienne Ahmed Ressam, arrêté aux États-Unis pour avoir planifié des attentats lors des cérémonies du millénaire. Il pourrait également avoir eu des contacts avec une

cellule terroristes liée à l'organisation de Ben Laden et basée à Hambourg, la ville allemande où ont été préparés les attentats du 11 septembre. Cette thèse est accréditée par l'échange téléphonique que le kamikaze a eu, peu de temps avant de commettre son forfait, avec un certain Christian Ganczarki, immigré polonais convertis à l'islam. C'est au cours d'un séjour en Afghanistan que le germano-polonais, ayant des liens avec les milieux islamistes Allemands, aurait croisé le Tunisien.

En fait, tous ces activistes tunisiens ou d'origine tunisienne qui ont partie liée voire qui constitue vraisemblablement une branche tunisienne d'un réseau terroriste international, laissent à penser que la Tunisie n'est pas épargnée et abrite bien en son sein des antennes plus ou moins active de la nébuleuse terroristes d'el-Qaïda.

31. La situation marocaine

Les Etats-Unis, entrés en guerre contre le terrorisme islamiste mondial en général et contre Oussama Ben Laden en particulier, au lendemain des attentats du 11 septembre, jugent l'ensemble des pays du monde à l'aune de leur collaboration dans ce combat. Dans ce cadre, le Maroc est jugé par Washington comme l'un de leurs « meilleurs alliés ». Aussi, le pays est-il devenu incontournable pour tous les spécialistes du renseignement, de l'islamisme et de sa mouvance terroriste el-Qaïda. A tel point qu'un haut responsable de la police marocaine déclarait : « ... tout le monde vient nous voir afin d'étudier sur place comment fonctionne un réseau type », ceci depuis que ses services aient réalisé une prise aussi déterminante que médiatisée le 11 mai 2002. Cette opération, d'après les services marocains, aurait en effet permis de tenir en échec une entreprise terroriste en vue d'un attentat en plein détroit de Gibraltar contre des bâtiments américains de la sixième flotte US.

Les révélations de certains enquêteurs marocains ainsi que les quelques renseignements donnés à dose homéopathique par les autorités judiciaires qui ont établi le 18 juin 2002 un communiqué de presse concernant cette « affaire de terrorisme international », ont permis de désormais mieux appréhender les tenants et aboutissants de cet épisode. Le noyau dur du projet semble être constitué par trois ressortissants de l'Arabie Saoudite, âgés d'une trentaine d'années chacun. Membres d'el-Qaïda, il semble par ailleurs qu'ils furent des élèves assidus des camps d'entraînement de Kaboul et de Kandahar, à l'époque où les talibans régnaient sur l'Afghanistan.

Le responsable du détachement se nomme Zoubeïr Tabiti, alias Abou Zoubeïr. Les deux autres sont Hilal el-Assiri et Abdallah el-Ghamidi. Arrêtés le 11 mai 2002 puis placés sous écrou à Casablanca, il semble qu'ils avaient reçu pour consigne du présumé responsable des opérations au Maghreb et au Moyen-Orient au sein d'el-Qaïda, l'incernable Mollah Bilal, de réaliser des opérations terroristes spectaculaires sur le territoire marocain mais également au large de Tanger, Ceuta et Melilla. Apparemment, trois projets étaient à l'étude. Le premier concernait un café important de Marrakech, place Jemaa el-Fna, fréquenté essentiellement par des étrangers. Le deuxième visait un ou plusieurs autocars de touristes aux gares routières de Casablanca et de Rabat. Le dernier mais également le plus ambitieux, prévoyait d'atteindre un navire de guerre, si possible de la flotte US, lors du passage du détroit de Gibraltar. Seul celui-ci aurait constitué en un attentat suicide. L'outil envisagé était un bateau pneumatique rempli de matière explosive.

Cette entreprise a semble-t-il été décidée dès le fin de l'année 2001, et planifiée depuis le Pakistan. Elle aurait dû être largement facilitée par l'immersion presque parfaite des trois Saoudiens dans la société marocaine. Deux des trois protagonistes avaient en effet épousé des Marocaines et fréquentaient de manière très régulière le Maroc depuis le début 2001. Leur couverture les faisait passer pour les propriétaires d'une agence de recrutement pour des pays du Golfe, pour des promoteurs immobiliers ou de importateurs de tissus. Ils avaient par ailleurs loué de discrets logements dans les quartiers populaires de Casablanca et de Rabat. Le mode de communication interne comme externe à l'équipe utilisait le réseau Internet avec comme supports, des adresses e-mel régulièrement changées. La police marocaine s'est intéressée de près à eux à compter du mois de février 2002, principalement d'ailleurs à leurs déplacements à destination de l'Iran. La CIA a collaboré et les renseignements obtenus auprès des dix prisonniers marocains à Guantanamo Bay ont permis d'affiner leur identification. Désormais sous étroite surveillance et objets de filatures régulières, les trois individus sont interpellés le 11 mai 2002 alors que el-Ghamidi était sur le point d'embarquer à bord d'un avion à destination de l'Arabie Saoudite. Au total, se sont sept personnes qui ont été arrêtées puisque les deux épouses sont accusées de complicité et de prostitution puisqu'elles ont contracté un mariage « de convenance » ou « ourfi » en Arabe, ce qui est poursuivi par la loi marocaine. Deux autres complices, dont la sœur de l'une des épouses, ont également été concernés par ce coup de filet.

A la question de savoir si ces éléments permettent de parler d'un véritable réseau, un des enquêteurs répond par l'affirmative : « Absolument, car leurs projets étaient réels, opérationnels. El-Qaïda leur avait fait parvenir beaucoup d'argent, par paquets de 5 000 dollars. Rien à voir avec les amateurs de 1994 qui ont tué un touriste à Marrakech : ce sont des professionnels ». Par

ailleurs, il semble qu'ils avaient débuté le recrutement de leur kamikaze au sein du groupuscule « le Combat salafiste », une des plus dangereuses des structures de l'islamisme au Maroc. Cet organisme compte environ trois cents militants clandestins dont le théâtre d'opérations est constitué des villes de Casablanca et Fès. Il s'est d'ailleurs fait très défavorablement remarquer dans certains quartiers comme celui de Sidi Moumen en y faisant régner un climat empreint d'une terreur islamiste extrême : assassinats de policiers, agressions de femmes, flagellation de jeunes consommant des boissons alcooliques, et même lapidations. Zakaria Miloudi et Abou Hafs, deux de ses dirigeants dont le second est un imam d'une trentaine d'années, ont même été interpellés au printemps 2002. Installés à Fès, ce sont des adeptes de Ben Laden. Les relations entre cette entité et le Groupe salafiste pour la prédication et le combat (GSPC) de Hassan Hattab, dont les relations avec el-Qaïda ne sont plus inconnues de personne, ont été mises à jour.

Si la collaboration entre la CIA et les services du royaume marocain se sont largement intensifiés et banalisés depuis le 11 septembre 2001, permettent la neutralisation du réseau déjà évoqué, il est utile de préciser qu'ils ne datent pas de cette date. En effet, il semble qu'un an auparavant le président américain, Bill Clinton occupait alors la Maison Blanche, ait demandé personnellement au roi Mohamed VI qu'un ressortissant du Maroc appartenant à el-Qaïda et suspecté d'avoir participé aux attentats de Nairobi et de Dar Es-Salaam contre les ambassades américaines, soit extradé vers les USA. Cette demande avait été acceptée par le souverain. L'islamiste en question s'est depuis repenti. Il serait même protégé par le FBI et vivrait dans la proche banlieue de Washington. De plus, il peut être intéressant de noter qu'apparemment les services des Etats-Unis ont fait bénéficier l'administration du Maroc des renseignements obtenus sur une base militaire installée au Pakistan auprès d'Abou Zoubeida, interpellé au printemps 2002, qui est le responsable du recrutement au sein d'el-Qaïda, et dont l'un des proches collaborateurs n'est autre que Tabiti, alias Abou Zoubeïr, l'un des trois Saoudiens arrêtés au Maroc et précédemment cité. Enfin, il semble désormais confirmé que des membres de la police marocaine se ont fait le voyage jusqu'à Guantanamo Bay afin de procéder à l'audition de la grosse dizaine de prisonniers ressortissants du Maroc. Parmi les différents épisodes de cette lutte contre l'islamisme mondial au Maroc, il reste encore à évoquer le cas du Germano-Syrien Mohamed Zammar. Cet individu, suspecté par les services de police allemands d'être une des pièces majeures du dispositif d'el-Qaïda et notamment l'interlocuteur de Mohamed Atta, le responsable des terroristes ayant accompli les attentats du 11 septembre, aurait subitement quitté Hambourg pour Casablanca en octobre 2001, en échappant de justesse à une interpellation certaine. Il est depuis impossible de le localiser. Les services espagnols ont timidement repoussé les soupçons de différents services européens selon lesquels il s'était rendu à Madrid. Depuis, il

n'a plus donné aucun signe de vie ou de mort. A-t-il réussi à passer entre les mailles du filet ou a-t-il été livré aux services américains après avoir été arrêté par la police du royaume marocain ? Certains pensent que la CIA préfère mener les interrogatoires de quelques dizaines d'autres suspects sur le territoire de pays amis moins attachés aux règles de « l'habeas corpus ». Mais il pourrait également être retenu dans les prisons syriennes. Le responsable de la DST marocaine, la « Sécurité de territoire », le général Hamidou Laanigri, semble le mieux placé pour confirmer ces hypothèses. Mais il ne faut attendre aucune indiscretion du patron du plus actif et du plus en pointe des services du royaume. Il est d'ailleurs l'interlocuteur particulier de la CIA au Maroc et le directeur de l'opération du 11 mai 2002 déjà évoquée. Les trois suspects saoudiens et leurs complices marocains ont quant à eux été présentés au procureur général du roi près la cour d'appel de Casablanca le 13 juin 2002. Devant les officiers de police judiciaire (OPJ) chargés de l'enquête ils ont adopté une posture de collaboration sous condition : « Nous parlerons à une condition : ne nous touchez pas. Si vous comptez nous toucher, tuez-nous tout de suite. ». Cependant, le mode d'organisation et de fonctionnement d'el-Qaïda est cloisonné à un tel point que l'on peut réellement se demander si leur coopération a porté beaucoup de fruits.

A l'instar de la Tunisie, le Maroc ne semble donc pas non plus épargné par la pieuvre d'el-Qaïda et ses ramifications quasiment assimilables à des métastases pour le Maghreb. L'Algérie peut-elle encore, dans ce contexte, espérer échapper au phénomène ?

31. La situation algérienne

C'est bien évidemment une réponse négative qui peut être apportée d'entrée à la question de savoir si l'Algérie est échappée à la présence tentaculaire du réseau de Ben Laden. En fait, les preuves de la collusion entre l'organisation d'el-Qaïda et les maquis islamistes d'Algérie remontent bien antérieurement aux attentats du World Trade Center puisque le premier contact entre le Front islamique du salut (FIS), dissous en 1992, et Oussama Ben Laden eurent lieu en 1989. A cette époque, le parti d'Abassi Madani symbolise la seule contestation capable de compter et d'offrir une alternative face au régime en place, il séduit et son aura ne fait que s'accroître dans les milieux islamistes. C'est ainsi que deux membres fondateurs du FIS : Qamredine Kherbane, ancien combattant de la guerre d'Afghanistan, et Boudjemaa Bounoua, alias Abdallah Abou Anas, gendre du fameux dirigeant de la légion arabe en Afghanistan, Addallah Azzam, assurent l'interface entre les responsables des islamistes d'Algérie et le futur

patron d'el-Qaïda. Ces deux islamistes reçoivent comme mission de la part de la direction du parti, de recevoir les émissaires des « frères afghans » et de leurs « soldats ». Et parmi cette fratrie se trouvait alors, un certain Rushdi Ali Oussama, proche collaborateur d'Ayemen el-Zawahiri, adjoint du responsable d'el-Qaïda. C'était la fin de la décennie 80, plus précisément en 1989. A cette époque, Addallah Azzam vient d'être victime d'un attentat à la voiture piégée. Ben Laden dépêche Rushdi auprès de l'Algérien Abdallah Abou Anas dans le but de négocier son soutien. Il espère en effet que le gendre d'Azzam pourra prendre le contrôle du Maktab el-Khadamat, le Bureau des services, ancêtre d'el-Qaïda.

Par ailleurs, ben Laden n'est pas un ingrat. En effet, la plupart des membres de sa garde rapprochée est de nationalité algérienne. Il les a connus à l'occasion de son séjour au Soudan de 1994 à 1996. De plus, plusieurs postes de responsabilité au sein de l'organisation d'el-Qaïda sont confiés à des Algériens. On peut citer notamment Omar Chabani qui assure la succession d'Abou Zoubeida à la direction des camps d'entraînement de Kheldane et de Khost situés en Afghanistan. Enfin, ben Laden apporte son soutien sans réserve aux maquisards islamistes d'Algérie auxquels il fournit du matériel d'écoute sophistiqué. Il accepte également de prendre à son compte la charge des réseaux européens des Groupes islamiques armés (GIA) et leur assure un « guide spirituel » en les personnes de Mustapha Kamel, alias Abou Hamza et Abou Qotada, respectivement Egyptien et Syro-Palestinien, deux de ses fidèles capitaines qu'il nomme muftis des GIA.

Mais le cours des événements se gâte sur le terrain alors que ces derniers, sous les directions successives de Djamel Zitouni puis d'Antar Zouarbri, multiplient les erreurs et franchissent certaines limites. Ils assassinent notamment Mohamed Saïd et Abderrezak Redjam, des individus très proches de l'internationale islamiste. C'est ainsi qu'en 1987 Ben Laden leur ordonne de modifier clairement leur stratégie. En guise de réponse, ils ne trouvent d'autre solution que de multiplier le nombre de villages dont les habitants seront implacablement mis à mort. Ben Laden est alors contraint, en tant que chef d'el-Qaïda, en 1998, de prendre ses distances d'avec les GIA. Il provoque une dissidence dirigée par Hassan Hattab qui fonde le Groupe salafiste pour la prédication et le combat (GSPC). Dès lors, c'est ce mouvement qui devient son interlocuteur privilégié en Algérie. Mais la sphère d'influence de ce groupe ne s'arrête pas là puisqu'il assurera également cette fonction en Espagne, en France, en Italie et même concernant la totalité de l'Europe.

Aujourd'hui, on peut considérer eu égard à l'obligation de discrétion qui s'impose à Ben Laden, que ses relations directes avec les maquisards islamistes d'Algérie ont cessé. Cependant, il serait illusoire de penser que plus aucun rapport n'est maintenu. En fait, les services d'Alger sont même convaincus que Ben Laden, pour planifier et surtout conduire sa Jihad, fera appel à des algériens qu'il cherchera à recruter par tous les moyens encore à sa portée.

CONCLUSION

La spécificité de chaque pays du Maghreb concernant les réponses apportées au problème de l'islamisme montre bien la diversité dont cette zone est riche.

La Tunisie, qui a été confrontée la première au phénomène, a été également la première à constituer contre lui, par touches successives, un dispositif de riposte globale avec la prise en compte des dimensions sociale, culturel et religieux. Mais faudra-t-il encore que l'évolution de la crise algérienne ne vienne point entraver une manœuvre délicate, interdépendance régionale oblige...

Le régime algérien a quant à lui fait un pari qui consiste à substituer au FIS des partis modérés. Si cette tactique semble cependant, au vu des résultats des consultations électorales, avoir quelque peu échoué, on peut, concernant ce pays, s'interroger sur la position ambiguë que semble jouer l'armée dans ce contexte. Les militaires algériens sont-ils réellement animés d'une volonté sans faille dans la lutte contre le terrorisme islamiste ? Ne voient-ils pas leur intérêt direct à maintenir une menace intérieure afin de toujours rester incontournables et indispensables au gouvernement, et ainsi continuer à justifier leur emprise sur la politique du pays ?

Le Maroc est de son côté, engagé dans une lutte contre la précarité. C'est cette stratégie qui est ici retenue afin d'éviter aux islamistes extrémistes de percer des recours de popularité. Cette option semble apporter un certain espoir puisque, si les dernières élections ont montré une progression certaine des partis islamistes par rapport aux consultations de 1997, c'est davantage en raison d'une meilleure transparence du scrutin que suite à une réelle progression de la contestation islamique.

Cependant, le sujet reste très préoccupant sur l'ensemble de la zone et l'évolution de la situation depuis le 11 septembre révèle une radicalisation de certains, comme le montre les toutes récentes condamnations des terroristes qui ont mis à profit le contexte maghrébin pour servir la cause d'el-Qaïda.

De manière plus générale, il semble qu'il faille admettre, malgré les particularités propres qui caractérisent les situations connues dans chacun des Etats de la zone, que l'ensemble des chefs d'Etat maghrébins n'ont pas réalisé que l'instauration d'un réel régime démocratique

constitue la base sur laquelle reposent le développement et la stabilité d'un pays, dans le respect de la personne humaine et de la diversité des opinions, sous réserve de la manière dont elles sont exprimées. L'éducation et l'instruction sont également des enjeux majeurs pour l'avenir de ces pays. Ainsi, le monde de l'école et celui des médias doivent-ils cessés d'être vus comme des instruments de pouvoir mais comme autant de gages et d'investissements à réaliser pour le bien commun avenir des populations du Maghreb. La répression entraîne la frustration, la haine et la violence, elles doivent être remplacées à terme par le dialogue, l'épanouissement et le respect pour ne pas dire l'amour. La puissance d'un régime ne se mesure pas à sa capacité de répression, mais à son aptitude à susciter l'émergence d'élites animées par le souci du bien commun de leur nation, capables de mobiliser et orienter sainement les ressources naturelles, économiques et surtout humaines de leur pays. Ceci concerne le secteur privé mais également le secteur public, afin que l'ensemble des acteurs soient unis pour pouvoir s'ouvrir au reste du monde. Ceci, constitue le véritable défi que les pays du Maghreb doivent relever.

BIBLIOGRAPHIE

- Khattar ABOU DIAB : « Les islamistes dans le collimateur »
- Khalil ATTYAH : « Al-Qaïda à l'assaut du Maghreb »
- Florence AUBENAS : « A Djerba, le pèlerinage malgré tout »
- Florence BEAUGE : « Poussée islamiste à l'occasion des élections législatives au Maroc »
- Florence BEAUGE : « L'élection législative dans le Moyen-Atlas marocain : analphabétisme, achat des voix et consignes tribales »
- Alain BENTOLILA : « Illettrisme et islamisme au Maroc »
- Alexandrine BOUILHET : « Soupçons sur les filières islamistes tunisiennes »
- François BURGAT : « L'islamisme au Maghreb »
- Confluences n° 12 : « Géopolitique des mouvements islamistes »
- Burhan GHALIOUN : « Islam et terrorisme »
- Nicole GRIMAUD : « La spécificité tunisienne en question »
- Ridha KEFI : « Tunisie de Hambourg à Djerba »
- Ridha KEFI : « Comment les islamistes ont été vaincus »
- Gilles KEPEL : « Jihad : expansion et déclin de l'islamisme »
- Bassma KODMANI-DARWISH, May CHARTOUNI-DUBARRY : « Les Etats arabes face à la contestation islamiste »
- Abderrahim LAMCHICHI : « L'islamisme politique »
- Abderrahim LAMCHICHI : « Le Maghreb face à l'islamisme »
- Thierry OBERLE : « Al-Qaïda menace les pays du Maghreb »
- Thierry OBERLE : « Rabat lève le voile sur les islamistes »
- Cherif OUAZANI : « Ben Laden connection »
- Cherif OUAZANI : « GIA : échec et mat »
- Cherif OUAZANI : « Algérie à Ben Laden, les GIA reconnaissants »
- François SOUDAN : « Maroc, trois Saoudien « dormants » »
- Mohamed TOZY : « Monarchie et islam politique au Maroc »
- Hassan ZERROUKY : « Le wahhabisme et l'islam politique »